

commandée par d'anciens membres de la Garde nationale du dictateur Somoza a été mise sur pied au Honduras. Plus tard, des opérations *contras* furent également montées depuis le Costa-Rica et le Salvador. Au cours de la supposée guerre secrète, on a appris que les États-Unis avaient miné des ports du Nicaragua et organisé des attaques contre ses dépôts de pétrole en 1983-1984. Quand Managua a porté l'affaire devant la Cour internationale de justice (CIJ), Washington a décidé de ne plus reconnaître, pendant deux ans, la juridiction de la Cour en ce qui concernait l'Amérique centrale. Vers le milieu de 1987, les *contras* avaient reçu des États-Unis au moins 180 millions de dollars au chapitre de l'aide militaire officielle, sans compter le soutien logistique et matériel ni les dons offerts par des intérêts privés et des alliés des États-Unis. Malgré tout, les *contras* n'ont pas réussi à établir une base dans le territoire nicaraguayen ni à se ménager un appui populaire digne de mention.

Outre qu'ils ont organisé et soutenu l'opposition militaire au gouvernement sandiniste, les États-Unis se sont efforcés d'isoler Managua sur le plan économique. Dans les institutions financières internationales, leurs représentants ont systématiquement voté contre les propositions portant sur l'attribution de prêts au Nicaragua. Washington a par ailleurs tenté de persuader ses alliés occidentaux de ne pas prêter main-forte à ce pays. Tous les échanges commerciaux bilatéraux entre les États-Unis et le Nicaragua ont cessé en mai 1985.

En dépit du fait qu'ils se soient ouvertement dits en faveur du processus de Contadora, les États-Unis se sont maintes fois opposés à toutes les initiatives qui visaient à démanteler la *contra* et à faire reconnaître le gouvernement sandiniste. Lors d'une conférence de presse tenue en février 1985, le président Reagan a déclaré qu'il cherchait à faire tomber (le gouvernement nicaraguayen) tel qu'il existait alors. Dans une note de service datée d'octobre 1984, qui émanait du *National Security Council* et dont la presse a eu vent par inadvertance, on pouvait lire: "Nous avons réussi à faire échec aux efforts du groupe de Contadora qui voulait faire accepter une deuxième version de l'Acte révisé de Contadora." Un document de la Maison Blanche daté de mai 1986 et rendu public pendant les audiences sur l'affaire des livraisons d'armes à l'Iran parle des démarches que le gouvernement américain comptait faire pour empêcher un consensus sur le projet de traité de juin 1986; il envisageait notamment d'accuser les Sandinistes de refuser de négocier, tout en présentant le traité comme étant inacceptable aux yeux des autres pays de la région.

Les participants à la Table ronde ont discuté en détail des politiques du gouvernement Reagan à l'endroit du Nicaragua, et ils se sont penchés en particulier sur l'appui accordé aux *contras*.